

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Réception des soumissions - TPSGC / Bid
Receiving - PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
TPSGC/PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

Title - Sujet Fabrication mécanique de précision	
Solicitation No. - N° de l'invitation W7701-135388/B	Date 2012-11-19
Client Reference No. - N° de référence du client W7701-135388	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$QCL-018-15003
File No. - N° de dossier QCL-2-35255 (018)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-12-05	Time Zone Fuseau horaire Heure Normale du l'Est HNE
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Piras, Gabriel	Buyer Id - Id de l'acheteur qcl018
Telephone No. - N° de téléphone (418)649-2870 ()	FAX No. - N° de FAX (418)648-2209
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: R&D pour la DEFENSE NATIONALE Canada-Valcartier Bâtiment 64 2459 BLVD PIE XI NORD Québec Québec G3J1X5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

[illegible]

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro W7701-135388/A, datée du 3 octobre 2012, dont la date de clôture était le 24 octobre 2012 à 14:00.

TITRE : SERVICES DE FABRICATION MÉCANIQUE DE PRÉCISION

Avis aux ministères ne faisant pas partie de la présente offre à commandes

Après avoir pris connaissance de cette offre à commandes (O/C), nous vous invitons à nous présenter votre intérêt à faire partie des utilisateurs qui ont un besoin similaire à ceux décrits dans la présente. Pour ce faire, veuillez communiquer avec l'agent d'approvisionnement de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) spécifié à la première page de cette offre à commandes par téléphone, télécopieur ou par courriel. Nous étudierons votre requête et nous vous confirmerons nos recommandations. Dans l'affirmative, une nouvelle demande pourra être publiée avec la spécification d'être soit Offre à commandes principale régionale (OCPR) ou Offre à commandes principale nationale (OCPN).

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations pour le Code de conduite - Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES

1. Capacité financière

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Procédures pour les commandes subséquentes
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables
13. Clauses du guide des CCUA

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances
7. Clauses du guide des CCUA

Liste des annexes :

- Annexe A - Énoncé des travaux
Annexe B - Base de paiement
Annexe C - Rapport périodique

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences financières: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent :

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Rapport périodique

2. Sommaire

Fournir au fur et à mesure des commandes, pour Recherche & Développement pour la Défense Canada, Valcartier (RDDC-Valcartier), un service de techniciens spécialistes et de fabrication mécanique de précision. Ceci afin de combler les demandes urgentes requises lors d'essais scientifiques ou pour accélérer la production de lots de pièces identiques ou d'ensemble de pièces.

Note : La fourniture des matériaux nécessaires à la fabrication des pièces n'est pas incluse dans cette offre à commandes. Lors des commandes subséquentes, les matériaux seront fournis par le ministère-client ou par l'entrepreneur, selon l'approbation du chargé de projet. Le cas échéant, les pièces devront être facturées sur une facture différente.

À l'issue de cette demande d'offres à commandes, **le Canada compte émettre deux (2) offres à commandes individuelles régionales (OCIR.)** Ces OCIR seront émises selon le principe de la

répartition proportionnelle soit : 60% de la valeur totale des OCIR à l'offrant ayant obtenu la plus haute note finale et 40% à l'offrant ayant obtenu la deuxième plus haute note finale.

L'organisme pour lequel les services seront rendus est Recherche et développement pour la Défense Canada - Valcartier (RDDC - Valcartier).

Période de l'offre à commandes : Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014, inclusivement. L'offre à commande pourra être prolongée pour au plus deux (2) périodes supplémentaires de une année chacune, selon les mêmes conditions.

Montant estimatif de financement disponible les 2 offres à commandes : \$450,000.00, TPS/TVH extra, pour la période du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014 et \$225,000.00, TPS/TVH extra, pour chacune des deux (2) périodes supplémentaires de une année chacune.

Tous les travaux seront réalisés aux ateliers de l'offrant. L'offrant sera responsable d'aller chercher les matériaux nécessaires à la fabrication des pièces au site de RDDC - Valcartier situé au 2459, boulevard Pie-XI Nord, Québec, Québec, et il sera aussi responsable de la livraison au site de RDDC - Valcartier une fois les travaux complétés.

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006, les soumissionnaires doivent fournir une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. De plus, chacun des individus inscrits sur la liste peut être tenu de remplir un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire, tel que déterminé par la Direction des enquêtes spéciales, Direction générale de la surveillance.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Ce besoin est limité aux produits et(ou) services canadiens.

3. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-07-11) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de la section 01 - Code de conduite et attestations - soumission, du document 2006 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

“Les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Si la liste n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de fournir cette liste dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable. Les soumissionnaires doivent toujours fournir la liste des administrateurs avant l'attribution du contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander au soumissionnaire de fournir un formulaire de consentement dûment rempli et signé (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne inscrite sur la liste susmentionnée, et ce dans un délai précis. Le défaut de fournir le formulaire de consentement dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.”

Le texte du paragraphe 5 de la section 01 - Code de conduite et attestations - soumission, du document 2006 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

“Le soumissionnaire doit diligemment tenir à jour la liste, en informant le Canada, par écrit, de tout changement survenant au cours de la période de validité de la soumission. Il doit également fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants, au besoin. En outre, le soumissionnaire devra diligemment tenir à jour la liste et fournir, au besoin, les formulaires de consentement au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande de soumissions.”

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués **à la page 1** de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes, de préférence par courriel à l'adresse gabriel.piras@tpsgc-pwgsc.gc.ca, **au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC)**. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur **au Québec** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (4 copies papier)
Section II : offre financière (2 copies papier)
Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences fournies à l'article 1.1.1 et à l'article 1.1.2 de la partie 4 du présent document.

L'offre technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

L'offrant doit indiquer clairement, pour chacune des exigences obligatoires ci-dessous, s'il s'y conforme ou non (par exemple en cochant la case appropriée dans le tableau ci-dessous).

	CONFORME X	
EXIGENCES OBLIGATOIRES	OUI	NON
.1 L'offrant doit posséder un atelier d'ajustage mécanique général pour fabriquer des pièces dont les marges de tolérances sont serrées. Cet atelier doit comprendre au minimum les équipements suivants : tour manuel, fraiseuse manuelle, perceuse à colonne, meule, taraudeuse, scie à ruban et sableuse.		
.2 L'offrant doit posséder un laboratoire de métrologie comprenant au minimum les outils de mesures suivants : micromètre intérieur et extérieur, pied à coulisse, vernier de hauteur, cales étalons, comparateurs optiques, équerre de précision et surface de marbre.		
.3 L'offrant doit posséder une <u>rectifieuse cylindrique et/ou rectifieuse de surfaces</u> pour rectification de pièces à des tolérances de plus ou moins .0001".		
.4 L'offrant doit posséder une tour à commande numérique (CNC) d'une capacité d'usinage minimum de 12" de diamètre par 24" de long.		
.5 L'offrant doit posséder une fraiseuse à commande numérique (CNC), d'une capacité d'usinage minimum de 16" de largeur, 12" de hauteur et 30" de longueur.		

Note : Des représentants du Canada vérifieront la conformité aux exigences obligatoires des deux (2) offrants ayant le meilleur rapport entre la qualité technique et le prix, en allant visiter leur installation après la fermeture de la demande d'offres à commandes, mais avant l'octroi des offres à commandes.

1.1.2 Critères techniques cotées

Chaque offre respectant toutes les exigences obligatoires précisées ci-dessus sera évaluée et cotée conformément aux critères d'évaluation suivants. Pour chacun des critères, le Canada se réserve le droit de vérifier les informations fournies par l'offrant.

	Pointage max.																																																									
1.1.2.1 CAPACITÉ DE PRODUCTION CNC	20																																																									
<p>La capacité de production des offrants sera calculée en établissant le nombre d'heures de production CNC (computer numerical control) par semaine. Pour ce faire on additionnera le nombre d'heures fait par semaine pour chaque personne travaillant sur les machines outils CNC. Il sera de la responsabilité de l'offrant de fournir un tableau cumulatif des heures fait par chaque personne à chaque jour de la semaine (lundi au dimanche). Le total des heures par semaine disponible étant la "Capacité de production" de l'offrant.</p> <p>EXEMPLE DE TABLEAU :</p> <table><tr><th></th><th>Lundi Total hres</th><th>Mardi Total hres</th><th>Mercredi Total hres</th><th>Jeudi Total hres</th><th>Vendredi Total hres</th><th>Samedi Total hres</th><th>Dim. Total hres</th><th>Total.</th></tr><tr><td>Personne #1</td><td>9</td><td>9</td><td>9</td><td>9</td><td>4</td><td></td><td></td><td>40</td></tr><tr><td>Personne #2</td><td>8</td><td>8</td><td>8</td><td>8</td><td>8</td><td></td><td></td><td>40</td></tr><tr><td>Personne #3</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>12</td><td>12</td><td>24</td></tr><tr><td>Total</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>104</td></tr></table> <p>Le pointage sera établi de la manière suivante :</p> <table><tr><th>Capacité de production de l'entreprise [hres/semaine]</th><th>Points</th></tr><tr><td>0-150</td><td>4</td></tr><tr><td>151-300</td><td>8</td></tr><tr><td>301-500</td><td>12</td></tr><tr><td>501-750</td><td>16</td></tr><tr><td>751 et +</td><td>20</td></tr></table>			Lundi Total hres	Mardi Total hres	Mercredi Total hres	Jeudi Total hres	Vendredi Total hres	Samedi Total hres	Dim. Total hres	Total.	Personne #1	9	9	9	9	4			40	Personne #2	8	8	8	8	8			40	Personne #3						12	12	24	Total								104	Capacité de production de l'entreprise [hres/semaine]	Points	0-150	4	151-300	8	301-500	12	501-750	16	751 et +	20
	Lundi Total hres	Mardi Total hres	Mercredi Total hres	Jeudi Total hres	Vendredi Total hres	Samedi Total hres	Dim. Total hres	Total.																																																		
Personne #1	9	9	9	9	4			40																																																		
Personne #2	8	8	8	8	8			40																																																		
Personne #3						12	12	24																																																		
Total								104																																																		
Capacité de production de l'entreprise [hres/semaine]	Points																																																									
0-150	4																																																									
151-300	8																																																									
301-500	12																																																									
501-750	16																																																									
751 et +	20																																																									

1.1.2.2 ÉQUIPEMENTS SOUHAITABLES (Bonus)	15
<p>5 points seront attribués par équipement souhaitable si l'offrant possède les machines suivantes :</p>	
<p>.1 Fraiseuse à commande numérique (CNC) 4 axes, d'une capacité d'usinage minimum de 20" X 20" X 16" de hauteur</p>	5
<p>L'offrant possède une telle machine :</p>	
<p>Oui _____ Non _____</p>	
<p>Veuillez indiquer :</p>	
<p>Nom : _____</p>	
<p>Type : _____</p>	
<p>Année : _____</p>	
<p>Capacité : _____</p>	
<p>.2 Fraiseuse à commande numérique (CNC) 5 axes, d'une capacité d'usinage minimum de 20" X 20" X 16" de hauteur</p>	5
<p>L'offrant possède une telle machine :</p>	
<p>Oui _____ Non _____</p>	
<p>Veuillez indiquer :</p>	
<p>Nom : _____</p>	
<p>Type : _____</p>	
<p>Année : _____</p>	
<p>Capacité : _____</p>	
<p>.3 Machine à mesurer par coordonnées dûment certifiée annuellement</p>	5
<p>Nom : _____</p>	
<p>Type : _____</p>	
<p>Année : _____</p>	
<p>Capacité : _____</p>	
<p>L'offrant possède une telle machine :</p>	
<p>Oui _____ Non _____</p>	
<p>Note : Des représentants du Canada vérifieront la conformité aux équipements souhaitables des deux (2) offrants ayant le meilleur rapport entre la qualité technique et le prix, en allant visiter leur installation après la fermeture de la demande d'offres à commandes, mais avant l'octroi des offres à commandes.</p>	

<p>1.1.2.3 EXPÉRIENCE DU PERSONNEL PARTICIPANT DIRECTEMENT AU PROJET</p> <p><u>Pour la catégorie de ressource « Techniciens en machinage CNC », l'offrant doit indiquer le nom des cinq (5) ressources proposées et y joindre leur curriculum vitae.</u></p> <p><u>Pour la catégorie de ressource « Techniciens en conception », l'offrant doit indiquer le nom des deux (2) ressources proposées et y joindre leur curriculum vitae..</u></p> <p>La même ressource peut être proposée pour plus d'une catégorie et sera conséquemment évaluée pour chacune de ces catégories.</p> <p>Les notes globales obtenues par chacune des ressources de la catégorie en question seront additionnées puis divisées par le nombre de ressources proposées afin d'obtenir une moyenne.</p> <p>Pour chaque catégorie de personnel, l'offrant devrait indiquer l'expérience des ressources en terme de mois.</p>	30
<p>A. Techniciens en machinage "Computer numerically controlled" (CNC) possédant une expérience approfondies des techniques de machinage conventionnel ou CNC et maîtrisant adéquatement l'outillage disponible dans un atelier.</p> <p>Expérience de la ressource :</p> <p>0 point : moins de 36 mois d'expérience 7 points : 36 mois à 60 mois d'expérience 14 points : 61 mois à 120 mois d'expérience 21 points : 121 mois d'expérience ou plus</p>	21
<p>B. Techniciens en conception possédant une expérience des logiciels de dessins 3D solide.</p> <p>Expérience de la ressource :</p> <p>0 point : moins de 36 mois d'expérience 3 points : 36 mois à 60 mois d'expérience 6 points : 61 mois à 120 mois d'expérience 9 points : 121 mois d'expérience ou plus</p>	9

1.1.2.4 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE L'expérience de l'entreprise sera évaluée en fonctions des quatre (4) éléments ci-dessous.	25
A. L'offrant doit fournir une description et un historique de son entreprise. Attribution des points : 0 point : Entreprise ayant moins de 12 mois d'expérience dans le domaine de la fabrication mécanique de précision 1 point : Entreprise ayant de 12 mois à 60 mois d'expérience dans le domaine de la fabrication mécanique de précision 2 points : Entreprise ayant plus de 60 mois à 120 mois d'expérience dans le domaine de la fabrication mécanique de précision 3 points : Entreprise ayant plus de 120 mois d'expérience dans le domaine de la fabrication mécanique de précision	3
B. L'offrant doit énumérer les services offerts par son entreprise. Attribution des points : 1 point sera attribué à l'offrant jusqu'à un maximum de 5 points lorsqu'un des services énumérés ci-dessous sera offert par l'offrant. - Usinage "Computerd numerically controlled" (CNC) 3 axes 4 ou 5 axes; - Usinage conventionnel; - Soudure; - Traitement thermique; - Traitement de surface; - Moulage; - Usinage "Electrical discharge machine" (EDM) Fil; - Usinage EDM électrode; - Découpage au jet d'eau; - Conception sur modeleur solide; - Coupage au laser ; - Ingénierie.	5
C. L'offrant doit indiquer s'il détient une certification ISO. _____ OUI _____ NON Numéro de la certification ISO : _____ Attribution des points : 2 points seront attribués aux offrants étant certifiés ISO.	2

<p>D. L'offrant doit identifier 3 ou 4 projets ou pièces complexes qu'il a eu à réaliser au cours des 5 dernières années et expliquez quels en étaient les défis particuliers et comment il en a réalisé l'exécution. De plus, la description de chaque projet devrait répondre aux questions suivantes : Quelles techniques avez-vous utilisées? Décrivez les outils ou équipements requis dans chacune des étapes de la réalisation. Quels ont été les problèmes rencontrés et comment les avez-vous solutionnés? Quelles sont les alternatives proposées pour en permettre la réalisation si une modification était nécessaire? Également, l'offrant doit indiquer le lieu où a été réalisé le projet, le nom du client et son numéro de téléphone ainsi que l'année de réalisation du projet.</p> <p>Les notes obtenues pour chaque projet seront additionnées puis divisées par le nombre de projets proposées afin d'obtenir une moyenne.</p> <p>Attribution des points :</p> <p>0 point - L'offrant n'a pas fourni d'exemple pour en faire l'évaluation</p> <p>5 points - Réalisation de pièces ou projets simples, sans défi particulier. Ces pièces pourraient-être réalisées pas la majorité des ateliers d'usinage sans difficultés. (Usinage sur machine CNC ou conventionnel) Ex : Certaines pièces d'automobile, domaine récréatif ou sportif.</p> <p>10 points - Réalisation de pièces ou projets d'envergure moyenne qui ont nécessités plusieurs étapes de fabrications. Chacune des étapes a du être bien planifié pour garantir la stabilité de l'ensemble, ne pas altérer les propriétés mécaniques du matériau tout en s'assurant de respecter les exigences du dessin. (Usinage sur CNC, utilisation EDM, soudure et traitement thermiques) Ex : Pièces de moule à injection, poinçon matrice, aviation.</p> <p>15 points - Réalisation de pièces ou projets de grande envergure qui ont nécessités plusieurs étapes de fabrications. Chacune des étapes a du être bien planifié pour garantir la stabilité de l'ensemble, ne pas altérer les propriétés mécaniques du matériau tout en s'assurant de respecter les exigences du dessin. Des alternatives de fabrications ont du être proposées pour en permettre la réalisation et rencontrer les attentes du client. Ex : Fabriquer en pièces séparément puis soudée, soudure au laser, proposition de traitement de surface pour améliorer la protection, proposition de moulage (Pièces de tuyères pour fusée, turbine pour moteur d'avion, Domaine de l'espace, Satellite.)</p>	15
TOTAL :	90
Pointage minimum requis :	54

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Évaluation du prix

Clause du guide des CUA M0220T (2007-05-25) Évaluation du prix

1.2.2 Équipement (*Voir Annexe B – Base de paiement, articles 1 à 3*)

Puisqu'une machine outils CNC (commandes numériques) plus récente est nécessairement plus chère mais produit aussi plus rapidement, il est normal d'obtenir un taux horaire supérieur. Il faut donc pondérer ce taux en fonction de l'année de production de la machine. Nous utiliserons la pondération suivante :

Année de fabrication	Pondération
Avant 2000	1.25
2000-2006	1
2007-2012	0.75

Ex: Milling Mazak CNC 3 axes 1999 (\$50.00/hres)
 coût pondéré $\$50 \times 1.25 = \$62.50/\text{hres}$
 Milling Okuma CNC 5 axes 2007 (\$80.00/hres)
 coût pondéré $\$80 \times 0.75 = \$60/\text{hres}$

Pour ce faire, l'offrant doit fournir une liste des machines disponibles pour chacun des articles 1 à 3 de l'Annexe B, Base de paiement, et établir un taux horaire fixe tout compris pour chaque machine. La liste peut comprendre une ou plusieurs machines. Si plus de 3 machines sont disponibles, joindre une liste à votre offre en indiquant d) e) etc.

Une fois tous les taux horaires pondérés, on établira le taux moyen des machines inscrites sous chaque article 1, 2 et 3. C'est ce taux horaire moyen qui servira pour l'évaluation financière selon le % approximatif d'utilisation.

- Exemple :**
1.
 - a) 10 \$
 - b) 20 \$
 - c) 30 \$
 Taux horaire moyen : 20 \$
 2.
 - a) 10 \$
 - b) 20 \$
 - c) 30 \$
 - d) 40 \$
 Taux horaire moyen : 25 \$
 3.
 - a) 10 \$
 Taux horaire moyen : 10 \$

Le montant d'évaluation pour les articles 1, 2 et 3 de la Base de paiement, annexe B se calculera comme suit :

Valeur monétaire approximative d'utilisation (% approximatif d'utilisation multiplié par la valeur totale des offres à commandes) **divisée** par le taux horaire moyen de tous les offrants **multiplié** par le taux horaire moyen de l'offrant.

1.2.3 Service de techniciens (Voir Annexe B "Base de paiement", articles 4.1 et 4.2)

C'est le taux horaire de chaque catégorie de techniciens qui servira pour l'évaluation financière selon le % approximatif d'utilisation.

Le montant d'évaluation des articles 4.1 et 4.2 de la Base de paiement, annexe B se calculera comme suit :

Valeur monétaire approximative d'utilisation (% approximatif d'utilisation multiplié par la valeur totale des offres à commandes) **divisée** par le taux horaire moyen de tous les offrants **multiplié** par le taux horaire de l'offrant.

1.2.4 Transports des pièces et du matériel (Voir Annexe B "Base de paiement", articles 5.1 et 5.2)

Pour évaluer le coût du transport, **le montant d'évaluation des articles 5.1 et 5.2 de la Base de paiement, annexe B se calculera comme suit :**

Quantité approximative **multipliée** par le taux unitaire ferme pour le transport.

1.2.5 Exemple de calcul :

Note : Les quantités et les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous sont approximatives et n'engagent en rien le Canada.

Description	valeur approx.	Taux Offre 1	Total Offre 1	Taux offre 2	Total Offre 2
Rectifieuse cylindrique	1. % approx. d'utilisation = 5 % 2. Valeur des offres à commandes = 900,000.00\$ 3. Valeur monétaire d'utilisation = 45,000.00\$	1. 80.00\$ / heure Année 2006 Pondération : 0.75 Taux horaire pondéré : 60.00\$ / heure 2. 75.00\$ / heure Année 2002 Pondération : 1 Taux horaire pondéré : 75.00\$ / heure	1. Taux horaire moyen pondéré : 67.50\$ / heure 2. Total de cet article = 47412.78\$	1. 65.00 \$ / heure Année 2002 Pondération : 1 Taux horaire pondéré : 65.00\$ / heure 2. 75.00\$ / heure Année : 2006 Pondération : 0.75 Taux horaire pondéré : 56.25\$ / heure	1. Taux horaire moyen pondéré : 60.63\$ / heure 2. Total de cet article = 42587.22\$
Tour à commande numérique (CNC)	1. % approx. d'utilisation = 35%	1. 70.00\$ / heure Année 2000 Pondération : 1	1. Taux horaire moyen pondéré : 65.00\$ / heure	1. 65.00 \$ / heure Année 2002 Pondération : 1	1. Taux horaire moyen pondéré : 65.00\$ / heure

	2. Valeur des offres à commandes = 900,000.00\$ 3. Valeur monétaire d'utilisation = 315,000.00\$	Taux horaire pondéré : 70.00\$ / heure 2. 80.00\$ / heure Année 2006 Pondération : 0.75 Taux horaire pondéré : 60.00\$ / heure	2. Total de cet article = 315,000.00\$	Taux horaire pondéré : 65.00\$ / heure 2. 65.00\$ / heure Année 2002 Pondération : 1 Taux horaire pondéré : 65.00\$ / heure	2. Total de cet article = 315,000.00\$
Fraiseuse à commande numérique (CNC)	1. % approx. d'utilisation = 50% 2. Valeur des offres à commandes = 900,000.00\$ 3. Valeur monétaire d'utilisation = 450,000.00\$	1. 80.00\$ / heure Année 2006 Pondération : 0.75 Taux horaire pondéré : 60.00\$ / heure 2. 70.00\$ / heure Année 2000 Pondération : 1 Taux horaire pondéré : 70.00\$ / heure	1. Taux horaire moyen pondéré : 65.00\$ / heure 2. Total de cet article = 450,000.00\$	1. 65.00\$ / heure Année 2002 Pondération : 1 Taux horaire pondéré : 65.00\$ / heure 2. 65.00\$ / heure Année 2002 Pondération : 1 Taux horaire pondéré : 65.00\$ / heure	1. Taux horaire moyen pondéré : 65.00\$ / heure 2. Total de cet article = 450,000.00\$
Technicien spécialiste en machinage CNC	1. % approx. d'utilisation = 5% 2. Valeur des offres à commandes = 900,000.00\$ 3. Valeur monétaire d'utilisation = 45,000.00\$	50.00 \$ / heure	\$56250.00	30.00 \$ / heure	\$33750.00
Technicien en conception	1. % approx. d'utilisation = 5% 2. Valeur des offres à commandes = 900,000.00\$ 3. Valeur	50.00 \$ / heure	\$56250.00	30.00 \$ / heure	\$33750.00

	monétaire d'utilisation = 45,000.00\$				
Cueillette des matériaux sur le site de RDDC Valcartier.	200 cueillettes	20.00 \$ / cueillette	\$4,000.00	10.00 \$ / cueillette	\$2000.00
Livraison de pièces sur le site de RDDC Valcartier.	200 livraisons	20.00 \$ / livraison	\$4,000.00	10.00 \$ / livraison	\$2000.00
Montant total d'évaluation			\$932912.78		\$87908722

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection - le prix le plus bas par point

- Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et
 - obtenir au moins 54 points pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. L'échelle de cotation compte 90 points.
- Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas par point sera recommandée pour attribution d'un contrat.

2.2 Offres à commandes (multiples)

Il est prévu que **2 offres à commandes**, d'une valeur totale de **450,000.00\$** (la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus), peuvent découler de la présente demande d'offres à commandes. Ces offres à commandes seront émises selon le principe de la répartition proportionnelle soit : **60%** de la valeur totale des offres à commandes à l'offrant ayant obtenu **le plus haut rapport entre la qualité technique et le prix**, et **40%** à l'offrant ayant obtenu **le deuxième plus haut rapport entre la qualité technique et le prix**.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations relatives au Code de conduite - Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Si la liste n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des soumissions, l'autorité contractante informera les soumissionnaires du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Les soumissionnaires doivent fournir la liste des administrateurs avant l'attribution du contrat. Le défaut de fournir cette liste dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

L'autorité contractante peut, à tout moment, demander aux soumissionnaires de fournir un formulaire de consentement dûment rempli et signé (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229 : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/229.pdf>) pour toute personne inscrite sur la liste susmentionnée, et ce dans un délai précis. Le défaut de fournir le formulaire de consentement dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2. Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.1 Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension dans la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus?

OUI () NON ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?

OUI () NON ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offrant pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

2.2 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

L'offrant atteste que :

- () les services offerts sont des services canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 4 de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6(9), Exemple 2 du *Guide des approvisionnements*.

2.2.1 Définition du contenu canadien

Clause du guide des CCUA A3050T (2010-01-11) Définition du contenu canadien

2.3 Statut et disponibilité du personnel

L'offrant atteste que, s'il obtient une offre à commandes découlant de la demande d'offres à commandes, chaque individu proposé dans son offre sera disponible pour exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes, tel qu'exigé par le représentant du Canada, au moment indiqué dans la commande ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant a proposé un individu qui n'est pas un employé de l'offrant, l'offrant atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. L'offrant doit, sur demande du responsable de l'offre à commandes, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée à l'offrant ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

2.4 Études et expérience

Clause du guide des CCUA M3021T (2007-05-25) Études et expérience

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7701-135388/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcl018

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W7701-135388

QCL-2-35255

PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES

1. Capacité financière

Clause du guide des CCUA M9033T (2011-05-16) Capacité financière

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe A.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat

(<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2005 (2012-07-16), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de la section 11, "Code de conduite et attestations – Offre à commandes", du document 2005 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

"Pendant toute la durée du contrat, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour la liste des administrateurs de l'entrepreneur et envoyer un avis écrit à l'autorité contractante chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit également fournir les formulaires de consentement correspondants."

2.2 Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe C. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les semestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des semestres :

Premier semestre : du 1er avril au 30 septembre;

Deuxième semestre : du 1er octobre au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

3. Durée de l'offre à commandes

3.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014, inclusivement.

3.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires d'une année chacune, plus précisément du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 et du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

4. Responsables

4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Gabriel Piras
Spécialiste des approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction des approvisionnements
601-1550, avenue D'Estimauville, Québec, Québec, G1J 0C7
Téléphone : (418) 649-2870, Télécopieur : (418) 648-2209
Courriel : Gabriel.Piras@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

4.2 Chargé de projet (à être compléter lors de l'émission de l'offre à commandes)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom :
Organisation :
Téléphone :
Télécopieur :

Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

4.3 Représentant de l'offrant (à être compléter lors de l'émission de l'offre à commandes)

Nom :

Organisation :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

4.4 Contact chez le ministère client (à être compléter lors de l'émission de l'offre à commandes)

Pour toute information relative à la facturation et/ou aux paiements :

Nom :

Organisation :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Recherche et Développement pour la Défense Canada (RDDC), Valcartier, Québec.

6. Procédures pour les commandes subséquentes

Les commandes subséquentes aux offre à commandes seront passées en alternance et proportionnellement à la valeur des offres à commandes, de sorte que **l'offrant 001** qui est classé au premier rang recevra **60 p. 100** du volume des travaux attribué et **l'offrant 002** qui est classé au deuxième rang recevra **40 p. 100** du volume des travaux attribué.

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes* ou un document électronique.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **40,000.00 \$** (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

9. Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **450,000.00\$** (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue), réparti de la façon suivante : **270,000.00\$** (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) pour l'**offrant 001** et **180,000.00\$** (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) pour l'**offrant 002**, à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquentes à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-07-16), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2012-07-16), Condition générales - Services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe B, Base de paiement;
- g) l'Annexe C, Rapport périodique;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*).

11. Attestations

11.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

11.2 Clauses du guide des CUA

M3020C(2010-01-11), Statut et Disponibilité du personnel
M3060C(2008-05-12), Attestation du contenu canadien

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7701-135388/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcl018

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W7701-135388

QCL-2-35255

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

13. Clauses du guide des CCUA

M3800C(2006-08-15), Estimation de coût

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010C (2012-07-16), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de la section 27, "Code de conduite et attestations – contrat", du document 2010C susmentionné est remplacé par ce qui suit :

"Pendant toute la durée du contrat, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour la liste des administrateurs de l'entrepreneur et envoyer un avis écrit à l'autorité contractante chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit également fournir les formulaires de consentement correspondants."

Intérêt sur les comptes en souffrance

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, des 2010C, Conditions générales - services (complexité moyenne), ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

L'un des types de base de paiement suivants fera partie de la commande subséquente à l'offre à commandes. Le prix de la commande subséquente devra être établi conformément à la base de paiement à l'annexe B.

(a) AT à Prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme qui sera établie en conformité avec les tarifs précisés dans l'annexe B (Base de paiement). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(b) AT assujettie à une limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux, comme ils ont été déterminés conformément à la base de paiement qui figure dans l'annexe B jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans la commande subséquente à l'offre à commandes. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Paiement unique

Clause du guide des CCUA H1000C(2008-05-12), Paiement unique

4.3 Clauses du guide des CCUA

A2000C(2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
A9117C(2007-11-30), T1204 - Direct Request by Customer Department
C0711C(2008-05-12), Contrôle du temps

4.4 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - (a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6. Assurances

Clause du guide des CCUA G1005C (2008-05-12), Assurances

7. Clauses du guide des CCUA

A9006C(2008-05-12), Contrat de défense

Annexe A**ÉNONCÉ DES TRAVAUX****1. DESCRIPTION**

Fournir au fur et à mesures des commandes, pour Recherche & Développement pour la Défense Canada, Valcartier (RDDC-Valcartier), un service de techniciens spécialistes et de fabrication mécanique de précision. Ceci afin de combler les demandes urgentes requises lors d'essais scientifiques ou pour accélérer la production de lots de pièces identiques ou d'ensemble de pièces.

2. GÉNÉRALITÉ**MATERIAUX**

La fourniture des matériaux nécessaires à la fabrication des pièces n'est pas incluse dans cette offre à commandes. Lors des commandes subséquentes, les matériaux seront fournis par le ministère-client ou par l'entrepreneur, selon l'approbation du chargé de projet. Dans le cas échéant, les pièces devront être facturées sur une facture différente.

ESTIMATION

Sur demande de RDDC-Valcartier, l'entrepreneur devra fournir, sans frais additionnels pour le ministère-client, une estimation écrite pour le travail pouvant lui être confié. Il devra fournir un prix à l'heure ou à la pièce selon les besoins du RDDC-Valcartier. L'entrepreneur pourra être appelé à fournir le détail de l'estimé en heure par opération d'usinage. Lorsque cette estimation du coût a été soumise au chargé de projet, et qu'il l'a accepté, les travaux et les services doivent être effectués au complet à un coût ne dépassant pas l'estimation.

CONDITIONS

1. L'entrepreneur devra exécuter le travail d'après les spécifications des dessins ou croquis fournis par le RDDC-Valcartier. L'entrepreneur devra toujours communiquer avec le bureau de planification au RDDC-Valcartier avant de faire des changements ou des modifications quelconques au travail à être exécuté ou pour tout autre renseignement technique.
2. À la demande de l'entrepreneur, le RDDC-Valcartier peut prêter de l'outillage et/ou l'équipement spécialisé nécessaire à la fabrication de certaines pièces requises par le RDDC-Valcartier. Ces pièces peuvent être fabriquées au RDDC-Valcartier où à l'atelier de l'entrepreneur. Le RDDC-Valcartier reste propriétaire de l'outillage et de l'équipement prêté.
3. Les travaux devront être commencés au plus tard dans les deux (2) jours ouvrables qui suivent la date convenue lors de l'établissement de la commande.
4. L'inspection du travail sera faite par le laboratoire du contrôle de la qualité du RDDC-Valcartier suivant les spécifications des dessins ou croquis fournis avec la commande. Si le travail n'est pas conforme aux spécifications de dessins ou des croquis, il sera retourné à l'entrepreneur pour être corrigé ou être recommencé à ses frais.
5. Il sera de la responsabilité de l'entrepreneur de venir chercher et d'expédier les matériaux et les pièces complétées ou reprises.
6. L'entrepreneur devra certifier la qualité de son travail par l'émission d'un "Rapport de conformité."

7. Les plans, croquis et les surplus de matériaux fournis demeurent la propriété du RDDC-Valcartier et devront être retournés au RDDC-Valcartier lors de la livraison de la commande.

EXIGENCES OBLIGATOIRES

1. L'offrant doit posséder un atelier d'ajustage mécanique général pour fabriquer des pièces dont les marges de tolérances sont serrées. Cet atelier doit comprendre au minimum les équipements suivants : tour manuel, fraiseuse manuelle, perceuse à colonne, meule, taraudeuse, scie à ruban et sableuse.
2. L'offrant doit posséder un laboratoire de métrologie comprenant au minimum les outils de mesures suivants : micromètre intérieur et extérieur, pied à coulisse, vernier de hauteur, cales étalons, comparateurs optiques, équerre de précision et surface de marbre.
3. L'offrant doit posséder une rectifieuse cylindrique et/ou rectifieuse de surfaces pour rectification de pièces à des tolérances de plus ou moins .0001".
4. L'offrant doit posséder une tour à commande numérique (CNC) d'une capacité d'usinage minimum de 12" de diamètre par 24" de long.
5. L'offrant doit posséder une fraiseuse à commande numérique (CNC), d'une capacité d'usinage minimum de 16" de largeur, 12" de hauteur et 30" de longueur.

Annexe B

BASE DE PAIEMENT

Par la présente, l'entrepreneur s'engage au cours de la période de l'offre à commandes, à calculer le coût des projets individuels sur la base des taux horaires fermes des articles 1 à 5 ci-dessous.

N.B. Les taux horaires soumis pour les articles articles 1 à 3 ci-dessous doivent inclure les machines et la main-d'œuvre ainsi que les frais d'administration, les bénéfices marginaux et les autres frais prévus et non prévus. TPS extra et exempt de taxe de vente provinciale.

1 Rectifieuse cylindrique et/ou rectifieuse de surfaces pour rectification de pièces à des tolérances de plus ou moins .0001".

a) Nom : _____ Type : _____
Année /modèle: _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____
TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____
TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)
TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

b) Nom : _____ Type : _____
Année /modèle: _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____
TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____
TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)
TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

c) Nom : _____ Type : _____
Année/modèle : _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____
TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____
TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)
TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

2 Tour à commande numérique (CNC) d'une capacité d'usinage minimum de 12" de diamètre par 24" de long.

a) Nom : _____ Type : _____
Année /modèle: _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)

TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

b) Nom : _____ Type : _____

Année : _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)

TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

c) Nom : _____ Type : _____

Année : _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)

TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

3 Fraiseuse à commande numérique (CNC) d'une capacité d'usinage minimum de 16" de largeur 12" de hauteur et 30" de longueur.

a) Nom : _____ Type : _____

Année : _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)

TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

b) Nom : _____ Type : _____

Année : _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)

TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

c) Nom : _____ Type : _____

Année : _____ Capacité : _____

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____

TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____ (Période optionnelle 1)

TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____ (Période optionnelle 2)

4 Service de technicien

Taux horaires fermes tout compris pour la durée de l'offre à commandes, excluant la TPS ou la TVH. Aucun frais de déplacement ou de repas ne sera facturé par l'entrepreneur. Le technicien travaillera selon le quart de travail normal (cela signifie qu'aucun temps supplémentaire ne doit être inclus dans les taux).

- 4.1 Technicien spécialiste en machinage CNC** possédant des connaissances approfondies des techniques de machinage conventionnel ou CNC et maîtrisant adéquatement l'outillage disponible dans un atelier.

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____/heure

TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____/heure

TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____/heure (Période optionnelle 1)

TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____/heure (Période optionnelle 2)

- 4.2 Technicien en conception** ayant une grande connaissance des logiciels de dessins 3D solide.

TAUX HORAIRE FERME - 2013 : \$ _____/heure

TAUX HORAIRE FERME - 2014 : \$ _____/heure

TAUX HORAIRE FERME - 2015 : \$ _____/heure (Période optionnelle 1)

TAUX HORAIRE FERME - 2016 : \$ _____/heure (Période optionnelle 2)

5. Transport des pièces et du matériel

La cueillette des matériaux fournis par le ministère client et la livraison des pièces seront effectués par l'entrepreneur.

Taux ferme tout compris pour la durée de l'offre à commandes, excluant la TPS ou la TVH.

Articles	Description	Période	Taux unitaire ferme pour le transport (TPS extra)
5.1	Cueillette des matériaux sur le site de RDDC-Valcartier.	2013	_____ \$ / cueillette
		2014	_____ \$ / cueillette
		2015 (option 1)	_____ \$ / cueillette
		2016 (option 2)	_____ \$ / cueillette
5.2	Livraison de pièces sur le site de RDDC-Valcartier.	2013	_____ \$ / livraison
		2014	_____ \$ / livraison
		2015 (option 1)	_____ \$ / livraison
		2016 (option 2)	_____ \$ / livraison

Note : Il peut arriver lors d'une livraison (ou d'une cueillette) de pièces (ou de matériaux) que l'entrepreneur doit faire la cueillette (ou la livraison) de matériaux (ou de pièces) au même point de

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7701-135388/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcl018

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7701-135388

File No. - N° du dossier

QCL-2-35255

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

chute. Dans de telles situations, l'entrepreneur devra charger un seul transport (cueillette **ou** livraison) au RDDC-Valcartier.

ANNEXE C

Rapport Périodique

Veillez transmettre sur une base semestrielle, par courriel à l'adresse suivante, l'information concernant la présente offre à commandes :

Gabriel.Piras@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Veillez indiquer le numéro d'offre à commandes dans le champ objet et inscrire clairement l'information suivante :

- le numéro d'offre à commandes auquel correspond l'information;
- la date de début et la date de fin de l'offre à commandes;
- le montant total dépensé à ce jour par le gouvernement fédéral;
- le montant total dépensé pendant la période de référence;
- la période de référence à laquelle s'appliquent les données (de la date de début à la date de fin);
- le nom du ministère demandeur;
- la description du produit;
- les unités de mesure;
- la date de livraison.
- la valeur de la commande;

Offre à commandes :	(Inscrire le numéro d'offre à commandes)				Date de début de l'OC :	(JJ/MM/AAAA)		
					Date de fin de l'OC :	(JJ/MM/AAAA)		
Valeur totale à ce jour :	_____ \$				Date de début de la période de référence :	(JJ/MM/AAAA)		
Valeur totale pour la période de référence :	_____ \$				Date de fin de la période de référence :	(JJ/MM/AAAA)		
Ministère demandeur	Numéro de commande	Description du produit	(Numéro de pièce, s'il y a lieu)	Quantité de produits	Unité de mesure(p. ex. à l'unité ou au litre)	Date de la commande	Date de livraison	Valeur de la commande (TPS et frais de livraison)

(Ajoutez des lignes au besoin)

Note : Les semestres se répartissent comme suit :

- Premier semestre : du 1er avril au 30 septembre;
- Deuxième semestre : du 1er octobre au 31 mars.